

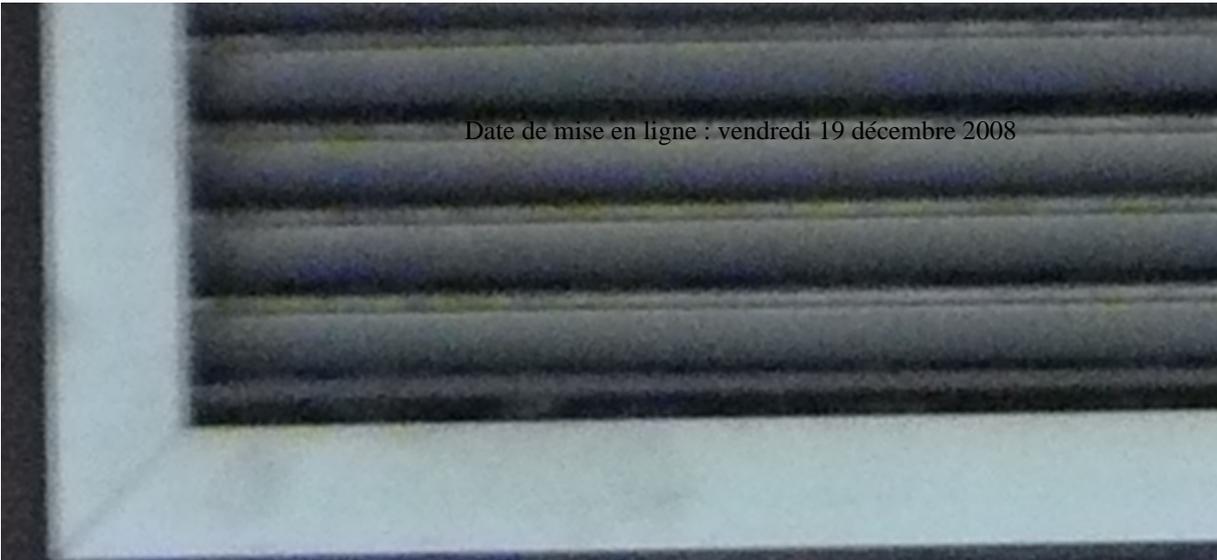


Extrait du Elus communistes et apparentés de Vénissieux

<http://gec.venissieux.org/Une-forte-mobilisation-contre-la>

Une forte mobilisation contre la casse de l'école publique

- Conseil Municipal - Mandat 2014-2020 -



Date de mise en ligne : vendredi 19 décembre 2008

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits
réservés

Une forte mobilisation contre la casse de l'école publique

Monsieur le Maire, Chers collègues, Mesdames, Messieurs,

La colère gronde de jour en jour. Votre présence ce soir est là pour le rappeler. Le gouvernement Sarkozy/Fillon et son ministre de l'Education Nationale Xavier DARCOS doivent l'entendre. La grogne monte depuis le printemps dernier mais c'est depuis la rentrée scolaire 2008/2009 que les enseignants éprouvent de réelles difficultés notamment pour appliquer de nouveaux programmes avec moins de temps (24 heures avec les élèves et 10 jours de classe en moins) et pour organiser l'aide personnalisée aux élèves en difficulté.

La maternelle est menacée, l'accueil des 2 ans remis en cause, la suppression des RASED (Réseau d'enseignement spécialisé aux élèves en difficulté) est annoncée mais j'y reviendrai avec le rapport n° 3.

Les non remplacements d'enseignants en cas de maladie sont de plus en plus d'actualité. La fin de la formation des enseignants à l'I.U.F.M. qui garantissait une année de formation alternant théories et pratiques. Une loi sur le handicap de février 2005 qui n'est pas dotée de moyens suffisants pour accompagner chaque enfant, etc...

Tout ceci Monsieur le Ministre le met en place, sans concertation des divers partenaires et pour arriver à ses fins il utilise la stratégie de la division.

Sur Vénissieux, la mobilisation prend forme. Après la journée du 20 novembre dernier où 73 % d'enseignants sur Vénissieux ont fait grève, les enseignants, les parents d'élèves, se sont réunis le 27 novembre à l'école Pasteur pour proposer des actions. Des banderoles ont fleuri sur nos groupes scolaires pour rappeler les revendications.

Du 4 au 12 décembre, c'est pratiquement l'ensemble des groupes scolaires de Vénissieux qui s'est retrouvé dans la nuit des écoles. Des rencontres enseignants, parents d'élèves auxquels ont participé un certain nombre d'élus de la majorité municipale afin de débattre de l'avenir de l'école publique, l'école de la République.

Une journée de grève le mardi 9 décembre, une manifestation le 10 en soirée avec les parents d'élèves ont aussi été organisées.

Dimanche 14 novembre sur le marché du Centre, enseignants, parents d'élèves, élus de la majorité municipale se sont retrouvés pour une chaîne humaine sur le marché et une distribution de tracts.

Ce matin, les parents d'élèves de plusieurs écoles ont manifesté leur mécontentement en occupant les locaux.

Et puis, pour mieux diviser et opposer les gens entre eux, le Président de la République et son ministre de l'Education ont fait voté une loi sur le service minimum d'accueil. Cette loi porte atteinte à l'intérêt public, à l'école républicaine, à l'école de Jules Ferry, à l'école qui donne sa chance à chaque enfant, à tous les enfants. Cette loi représente une entrave sans précédent à un droit inaliénable, le droit de grève.

C'est pour cette double raison que nous nous opposons politiquement, oui, je dis bien politiquement à l'application du service minimum d'accueil.

Le gouvernement ne doit pas se défaire sur les Maires pour assurer son service minimum d'accueil, un service minimum qu'il ne met même pas en place lors de l'absence d'enseignants.

Une forte mobilisation contre la casse de l'école publique

Oui, la ville de Vénissieux ne jouera pas le rôle de briseur de grève. Le gouvernement doit arrêter de faire la sourde oreille et s'asseoir enfin à la table des négociations.